

**RESEAU D'ORGANISATIONS DES DROITS HUMAINS ET
D'EDUCATION CIVIQUE D'INSPIRATION CHRETIENNE EN
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

R.O.D.H.E.C.I.C.

VIOLATION MASSIVE DES DROITS DE L'HOMME AU SUD - KIVU

Cas des affrontements entre le R.C.D-A.P.R et MUDUNDU 40

Avec la collaboration de l'équipe du Groupe Jérémie/Bukavu et Kinshasa.

27 Mai 2003

ADRESSE

Immeuble « Le Royal », local 204 /

Fax (243) 12 34091 ,

Tél. Mob. 8940264, 8951856

E-mail : rodhecic@yahoo.fr KINSHASA/GOMBE

INTRODUCTION

Le 6 Avril dans l'après midi, des affrontement insolites ont opposé les troupes du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD-Goma), rébellion congolaise soutenue par l'armée Rwandaise (APR), à son allié, la milice locale dénommée «MUDUNDU 40» (M40). Cette guerre «entre alliés»¹ dans une guerre d'agression et d'occupation qui se prolonge aujourd'hui dans l'arrière pays du Sud Kivu passe dans l'opinion comme un fait divers au *profit tout d'abord de la guerre en Irak et localement des tueries à Bunia dans l'Ituri*. Et pourtant jusqu'au jours où nous clôturons ce rapport des violations massives se commettent en silence dans cette partie de la République.

Notre Rapport couvrira la période allant de 6 avril 2003 au 30 avril. La guerre n'étant pas finie ce rapport devra être complété par un autre plus exhaustif. La raison de sa publication est simple : cette bataille fantaisiste entre alliés RCD-APR et le M40 semble être l'arbre qui cache la forêt comme le suggère ce texte de la Monuc :

« In last month the RCD has been observed by Monuc and other parties to have been building up a substantial fighting force in South Kivu province, including transfer of large parts of the 1st. 10th. 04th an 9th Brigades as well as encroachment of the 5th Brigade into Kalehe from Noth Kivu Province. It is obvious that this and similar attacks were planned and are being executed in a coordinated manner and that M-40 in not the causus belli many assume it to be. More fighting should be expected... » (Burhale investigation report wee of 14-20 April 2003.

Une investigation plus qualifiée quant aux vraies intentions d'une offensive généralisée de l'APR - RCD après la signature de l'Accord de Pretoria qui consacre la fin de la guerre, ainsi que la pérennité de la présence sur le territoire congolais des troupes rwandaises, fondues désormais, dans les troupes du RCD², comme les forfaits donc elles sont auteurs devrait être diligenté.

I. HISTORIQUE

1. La création de Mudundu 40.

Depuis bientôt plus de cinq ans, un nouveau mouvement de résistance avait vu le jour dans le Bushi au Sud-Kivu. La localité de Mushinga lui a servi de Quartier Général. Au vu du risque de l'extermination de la population autochtone et les fréquentes destructions de leurs biens par l'occupant Rwandais et son allié congolais du RCD, ce mouvement a eu dans ses débuts un soutien total des notables, leaders et autres dignitaires du Sud Kivu.

2. De la vraie mission de la création

Le «Mudundu 40» sous la direction du commandant Odilon KURHENG MUZIMU avait pour mission de résister contre l'occupant rwandais pour la défense de la population en vue de prévenir tout acte de génocide et de violation de droits des personnes d'abord et ensuite pour sauvegarder l'intégrité territoriale du pays qui continue d'être en péril.

Mission qui s'accomplissait en collaboration étroite avec les autres forces de résistance comme celles que dirigent les commandants ; DUNIA, NAKABAKA, ALUNDA, ZABULONI, KAYAMBA , ABDOU, PADIRI etc.

Très vite ce mouvement a connu un franc succès sur le plan politique et sur le plan militaire. Il a contenu les attaques et autres crimes perpétrés par le RCD-APR. Son grand mérite sera d'avoir ralenti sérieusement la pénétration du Rcd-Apr dans l'arrière Kivu, donnant un répit aux autres troupes de la résistance et à la population.

3. De la résistance : Appui populaire - recrutement

Fort de son succès, le M40 a conquis l'adhésion, la sympathie, le soutien et l'appui de toute la population civile. Une bonne partie de la jeunesse venue de tous les coins du Bushi et de la ville de Bukavu surtout dans la commune de Kadutu, d'Ibanga et de Bagira, ayant trouvé juste et noble la cause défendue par le M 40 s'est enrôlé dans ses rangs pour constituer une force de résistance afin de faire face aux forces armées étrangères du Rwanda, du Burundi et du RCD leur création.

4. Des forces et faiblesses du mouvement

Dans cette dynamique de résistance populaire, le M40 a connu des sérieux problèmes dans son engagement sur terrain. Sa trop grande proximité des frontières Rwandaise l'a exposé continuellement aux harcèlements de l'APR-RCD. Situé à l'Extrême Est de la RDCongo, il a eu du mal à se ravitailler en armes et munitions.

5. Des rivalités sur le terrain pour la conquête de leadership

Des tensions intérieures entre l'aile politique et l'aile militaire du M 40 ont éclaté à partir du jour où certains leaders politiques du mouvement ont pris contacts avec la haute hiérarchie politico-militaire de l'APR à Kigali qui était considéré jusque là comme un ennemi.

Ces contacts, aboutiront à la nomination de certains leaders du mouvement à la tête de la province du Sud Kivu, en l'occurrence M. Patient MWENDANGA .

Pour témoigner de son allégeance aux rwandais, ses nouveaux maîtres, M. Patient MWENDANGA alors Gouverneur du Sud Kivu, organise des expéditions punitives contre les populations civiles arguant qu'il est à la poursuite des milices rwandais Interahamwe.

Pire encore, il facilitera aux militaires de l'APR-RCD d'attaquer les positions tenues par la résistance sous la direction du Général PADIRI KALEDO.

La conséquence directe de ces actions sera la fissure au sein du mouvement qui évoluera vers une scission du M 40 en deux branches militaires : l'une dirigée par le commandant ODILON acheté par le RCD-APR et l'autre par le commandant KAHASHA, (nom de code «Foker Mike») réfutant toute allégeance au RCD - APR et qui de ce fait réunit un grand nombre des combattants autour de lui, et qui jouit encore d'une grande confiance populaire.

En décembre 2002, FOKER MIKE déserte avec 2500 de ses militaires assenant ainsi un coup fatal au M40 qui reste une coquille vide.

6. Le M40 à la solde du Rwanda: un cauchemar pour la population

L'allégeance au Rwanda du M40 sera un calvaire pour la population.

Un témoin raconte :

"La population de Ngweshe a souffert de la présence de Mudundu 40; elle a été violentée, torturée. Mudundu 40 a imposé des contributions forcées aux familles, allant de 50 FC à 1 \$ par semaine, et par homme adulte. Ceux qui n'avaient rien étaient arrêtés, torturés et jetés dans des trous de plus de 8 m de profondeur, appelés "andage" et arrosés d'eau salé où ils restent pendant plusieurs jours jusqu'à ce que la famille vienne payer entre 50 et 250 \$ US. Les femmes et les filles étaient soumises aux corvées d'eau et aux travaux de lessive des tenues des soldats, d'autres étaient violées; les chefs de village étaient battus. Mudundu 40 a été un véritable cauchemar qui n'avait pas hésité à injurier le Mwami et à le menacer de mort. Soutenus et équipé par le Rwanda, Mudundu 40 était en opposition avec la population de Ngweshe qu'il terrorisait et qu'il appauvrissait » .

7. Du divorce entre RCD et M40

Tout observateur de la situation politique en République Démocratique du Congo sait que le RCD/Goma, en particulier, n'a pas bonne presse. Il n'est pas accepté par la population au nom de la quelle il a toujours prétendu faire la rébellion.

Pour Kigali, il fallait trouver, avant la signature des Accords de Pretoria un alibi pour torpiller le processus de paix en RDC auquel il n'a jamais sincèrement adhéré.

La dernière cartouche à ce propos, consistait à "créer un nouveau mouvement qui serait investi d'une mission spéciale : la sécession de l'ancienne province du Kivu". Cette mission fut assignée au M 40 dans le Sud-Kivu et à la milice « Serufuli » au Nord-Kivu dont les préparatifs allaient bon train. Patient MWENDANGA sera relevé de son poste du gouverneur pour être nommé Président de M40. Kigali nommera à la tête du Sud Kivu Monsieur Xavier CIRIBANYA condamné à mort à Kinshasa pour sa participation au complot de l'assassinat de Laurent Désiré KABILA en février 2001.

Face à ces manœuvres du Rwanda, un sursaut d'éveil au sein de la population qui fondait tous ses espoirs dans les accords ainsi signés, y a opposé son refus. C'est alors que le Rwanda constatera l'incapacité de M40 de remplir son contrat et va redéfinir sa position en envoyant des troupes pour démanteler le M 40 qui n'avait plus de raison d'être .

Des sources proches du premier poste frontalier de la Ruzizi 2 ont fait état le lundi 07 avril 2003 de la traversée d'un convoi de sept camions plein des militaires, armes et munitions en provenance du Rwanda.

Le Général de brigade Sylvain Mbuki (RCD), a déclaré haut et fort à cette occasion : *"Finie la collaboration entre le RCD et les Mudundu 40"* et d'ajouter que ses militaires vont *"poursuivre les M40 jusque dans leur dernier retranchement"* ; le Rwanda en renforçant les troupes du RCD, a fait connaître sa position comme pour rassurer ses anciens collaborateurs.

8. Des hostilités

Le samedi 05/04/03 après-midi, une cinquantaine de militaires RCD assiègent la résidence de Patient MWENDANGA président de M40 pour soi-disant lui retirer les gardes de corps mis à sa disposition. Par la suite, il est arrêté et incarcéré dans les amigios de l'ANR.

Ceci servi de prétexte de la descente musclée en ville, le 6 avril 2003, des éléments du M40 postés non loin de la ville à Ciriri et à Kasha pour « libérer » leur Président. Vers 2 h 00 du matin du lundi 07/04/03, MWENDANGA fut libéré et les éléments du M40 se sont repliés d'où ils étaient venus.

II. DES DIFFERENTS FAITS OU VIOLATIONS

Hier c'était à Makobola, Kasika, Kamituga, Kankinda, Burhale, Katana, Kalehe, Uvira, et aujourd'hui c'est Walungu dans le Bushi.

Des actes ignobles sont planifiés, et savamment exécutés par les militaires de l'APR, et leurs collaborateurs congolais du RCD contre les populations civiles non armées. Il s'agit des actes de pillages, de vol, des viols, des assassinats, d'incendies de villages, des massacres systématiques, généralisées, massifs et répétitifs à des moments précis du tournant de l'histoire de la RDC.

L'analyse de ces actes de barbarie, contraires à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, des Protocoles additionnels (de 1977) aux Conventions de Genève du 12 août 1949, et autres textes internationaux en matière des droits et protection des civils en zone de troubles.

Les stratégies de ces massacres sont celles reprises par M. Jean Migabo Kalere³. Il s'agit entre autre de la terreur (en utilisant des armes non proportionnelles, de faire de la terre brûlée, des menaces avec intimidation par exposition des cadavres, de l'exacerbation des tensions et divisions tribales, de la négation des faits et l'entretien de la confusion) ; de la destruction méchante, des incendies et pillages (destruction et incendie de villages, de pillages des dispensaires et des hôpitaux, pillages des biens des organisations internationales et locales) ; de massacres dans les lieux de rassemblement publics (massacres dans les marchés, les lieux de cultes, dans les Centres de santé publiques, dans les villages); des massacres à des moments précis.

1. Les vraies raisons et/ou mobiles du déclenchement des hostilités

Les raisons avancées par ceux qui ont endeuillé la ville de Bukavu en date du 6 au 7 avril, et par la suite sont nombreuses et confuses.

Elles foisonnent de partout. L'opinion locale a sa version des faits :

Selon elle, le RCD veut saborder le processus de paix et la signature des accords de Pretoria. Les deux parties en conflit avancent les leurs, et la lecture de la communauté internationale en est tout autre.

Pour Mudundu 40 il s'agissait de protester contre l'arrestation de Patient MWENDANGA son Président, qui venait d'être demi de son poste de gouverneur du Sud-Kivu au bénéfice de Monsieur Xavier CIRIBANYA.

Et pour le RCD-Goma, Mudundu 40 avait pour mission de les évincer, les déloger de la ville de Bukavu d'où la nécessité de le mettre hors d'état de nuire.

Pour la MONUC, il s'agissait en fait de la stratégie du RCD-APR de se repositionner militairement, et de relancer la guerre.

Elle affirme avoir observé dans le chef du RCD le renforcement de sa force combattante dans la province du Sud Kivu incluant le transfert des éléments de la 1^{ère}, 10^{ème}, 4^{ème} et 9^{ème} Brigades comme un détachement de la 5^{ème} brigade qui opère dans Kalehe dans la province du Nord-Kivu. Il est à observer que ces simulacres d'attaques et ces accrochements ont été planifiés et exécutés de manière que le M40 n'a prétexte comme l'atteste plusieurs sources.

Le Rwanda, pour sa part, continue à prétendre, malgré l'évidence, qu'il n'est pas présent sur terrain.

2. Chronologies des faits

C'est en fait depuis le début du mois de mars 2003 que les affrontements se sont fort intensifiés au Sud Kivu. Après la défection du commandant Foker Mike, le village de Mushenyi, situé dans la collectivité Ngweshe, en province du Sud-Kivu, a été le théâtre des affrontements acharnés entre les éléments de Mudundu 40 soutenus par l'APR-RCD et les éléments fidèles au commandant Kahasha connu sous le surnom de Foker Mike, soutenus par les combattants Maï-maï du bataillon Aigle du commandant ABDOU.

Ces combats ont causé des dégâts matériels et humains importants.

Plusieurs personnes ont fui leurs domiciles et vivent dans des conditions critiques à Kaziba et Nyangezi ; des maisons, des églises et écoles, dont celles de la congrégation des mennonites ont été incendiées. Parmi les victimes dont les maisons ont été incendiées on peut citer : Masonga, Sosthène, Barhafumwa, Bukombe, Nzibira, Buchire Bagalwa, Kashungurhi, Tabaro, Makura, Kahasha, ...

A part les enfants qui ont perdu leurs familles, d'autres personnes les plus touchées sont les élèves finalistes de la 6^{ème} année qui n'étaient qu'à 2 mois des examens préliminaires et qui ont vu leurs écoles incendiées ou simplement ont perdu leurs documents scolaires dans leur fuite incontrôlée.

* Février 2003:

Le territoire de Minembwe, au Sud-Kivu est mis sous un embargo décrété par le RCD à partir de Goma à travers une note circulaire qui aurait été adressée à toutes les autorités administratives œuvrant dans les territoires d'Uvira et de Fizi.

* Mi mars 2003:

En représailles, les combattants Maï-maï actifs dans le groupement Kigoma, chefferie des Bafuliru ont depuis mi-mars 2003 coupé l'approvisionnement en eau potable la cité de Sange et mis à sec le canal d'irrigation la traversant.

* 16-17 mars 2003:

Dans la nuit du 16 au 17 mars 2003, les militaires du RCD, en poste à Kamanyola, ont pillé de fond en comble le centre de santé de la 8ème CEPAC-Kashenyi/Kamanyola, après avoir ligoté les infirmiers de garde dont M. MASUMBUKO NAKAYONGA.

Plusieurs matériel médical et autres effets importants ont été emportés dont 2 microscopes, 1 tensiomètre, 1 stéthoscope.

* 5 avril 2003:

Le samedi 05/04/03 après-midi, une cinquantaine de militaires RCD assiègent la résidence de Patient MWENDANGA président de M40 pour soi-disant lui retirer les gardes de corps mis à sa disposition. Dans la suite, il est arrêté dans les amigios de l'ANR.

* 6 avril 2003:

Du dimanche 6 au lundi 7 avril 2003, la ville de Bukavu, chef-lieu de la province du Sud Kivu à l'Est de la R.D. Congo, a vécu une attaque meurtrière aux armes légères et lourdes des éléments des Mudundu 40 contre ceux du RCD. Les protagonistes de cet événement tragique qui est émaillé de beaucoup de mystères se rejettent la responsabilité du déclenchement des hostilités.

L'après midi de ce dimanche 06 avril 2003 à 15h00, Bukavu était sous les coups de feu, des tirs nourris à partir des collines qui surplombent la ville (Ciriri et Cimpunda). Durant huit heures, de 15 heures à 23h00, les communes urbaines de Kadutu, Bagira et Ibanda étaient pilonnées à l'arme lourde et à l'arme automatique. Toute la population était en débandade ; et ceux qui le pouvaient étaient terrés chez eux.

Plusieurs maisons ont été pillées et 3 femmes violées dans le quartier Ciriri dans la commune urbano-rurale de Kasha par les militaires du RCD aux troupes des combattants Mudundu 40, qui ont envahi la ville de Bukavu le dimanche 06/04/2003. Interrogé à ce sujet, à la même date, Mr Siro Simba, commandant de la 6ème Brigade du RCD, a déclaré avoir donné l'ordre aux militaires de ne plus piller les habitations de la population, reconnaissant ainsi implicitement le forfait.

Le bilan provisoire de ces étranges affrontements est de 11 morts et plusieurs blessés parmi les victimes civiles on peut citer: le Pasteur Samuel HAKIZA,

Mademoiselle RIZIKI, un porte-faix du nom de CHIFUNZI et monsieur NGAKA. L'on a compté de nombreux blessés graves, des cas de viol et des dégâts matériels importants.

Monsieur Ben KABAMBA, Directeur de la « *Radio Maria Malkia wa Amani* », Radio diocésaine, avait aussi été interpellé par les services de renseignements et interrogé à la DSR pour avoir informé la population du déroulement des événements.

* 7 avril 2003:

Ce 07 avril 2003, la ville de Bukavu est paralysée : les magasins , les écoles, les marchés n'ont pas ouvert ; et à Ciriri, les militaires du RCD-Goma se sont livrés aux pillages des biens de la population et au viol.

* 8 avril 2003:

Ce mardi 08 avril 2003, vers 6h⁰⁰ du matin, 7 camions couleur blanches de marque Benz, pleins des militaires congolais et rwandais eu service du RCD sont partis de Bukavu vers Walungu, territoire qui constitue le bastion des Mudundu 40.

Intensification à Bukavu, de la traque de certaines personnes considérées comme collaboratrices de Mudundu 40, 3 chauffeurs dont monsieur Murogoro Chirhembe ont été arrêtés en date du 08 avril au motif qu'ils conduisaient à bord de leurs véhicules les combattants de Mudundu 40. D'autres, par contre, subissent des menaces d'arrestation alors que les chefs de la milice qui a attaqué Bukavu sont bien connus, vivant dans la ville et vaquent librement à leurs occupations.

Plusieurs dizaines des filles et des femmes avaient été rassemblées dans la journée du 8 avril; elles ont été violées par plusieurs soldats dans les localités de Kalengera, Cigukiro, Nyakalonge, Chaguma, Chendolo, Lugohwa et environnantes.

Des personnes rescapées à la barbarie des troupes d'occupation ont livré ces témoignages:

«1. A Mwegerera, village situé tout proche de la paroisse, nous connaissons déjà seize personnes tuées, en l'occurrence: l'enseignant Pierre Mwilarhe, Mpunga, Léopold Luhinzo et son frère, Gervais Kaharho, la mère de Iperu, la mère de Kahirhi, l'infirmier Faustin Karhacihya, Déogratias Rubasha (élève à l'institut Kamangala), Mayeri Katashira, Balaluka Katoero, Murhega Buhendwa, Kizito Buhendwa, M'Luhinzo, Paul Shosho et un déplacé de Kaniola qui était chez lui;

2. A Cibanda, nous connaissons deux personnes tuées dont Kabezo Ruhamanyi et Bidarhi Namwijima;

3. A Kahundu, village situé entre Walungu et Burhale, nous apprenons la mort de six personnes;

4. Trois fausses communes sont signalées respectivement à Mwengerera, à Kahundu et à Izirangabo. Ce qui fait que le nombre des victimes soit jusque-là inconnu.»

«Et comme si cela ne suffisait pas, les troupes volent vaches, chèvres, porcs, lapins, poules, ustensiles de cuisine, habits, ...Violent nos mères et nos sœurs, brûlent et occupent illégalement les cases des paysans déjà traumatisés.».

«La paroisse dont l'église, l'abbaye et les bureaux, a été aussi dépouillés systématiquement. Les bancs servant de bois de chauffe»

«Les troupes d'occupation, ne craignant ni homme ni Dieu, elles ont profané notre église en la transformant en dépôt d'armes et en dortoir». Elles ont incendié les maisons de Ntashangira, Nsiku Bihimbi, Jaques Musimbi, Mungu'akonkwa, Gérard Manyuku et Germain Kaharha, tous habitants de Mwegerera.

«En outre, notre grande inquiétude est celle liée au fait que ces troupes ne permettent pas le libre accès aux autres endroits où, nous pensons, elles n'ont pas encore fini le "nettoyage" entre autres Burhale-centre, Burhuza, Cihambe, Murhaza, Luhoko, Lukumba, Nyakakoba, Muzinzi, Mushinga, Musuzu».

Des simples intimidations des civils et religieux aux massacres des personnes masculines dont l'âge varie entre 8 et 80 ans en passant par des incendies des villages entiers, des scènes de vol, de pillage et de viol des femmes et filles, telles sont les violations qui se commettent à grande échelle dans cette entité depuis le 08/04/2003. Des fosses communes sont signalées ça et là dans les localités telles que Karhundu et Izirangabo.

Le 8 et 9 avril, les localités de Kalengera, Cigukiro, Nyakalonge, Chaguma, Chendolo, Lugohwa, Kahanda, Busheke, Kaburhi, Lugala, Ciburhi, Kanomo, Murhi Gwa Mugogo et Kanamukama ont été totalement pillées par les soldats du RCD et APR. Le bilan provisoire des morts est de 11 personnes dont une fille de 23 ans répondant au nom de Passy (fille de Mugwasire et de M'Centwali) qui avait résistée au viol.

A partir de l'après-midi du 9 avril à 11, à ce jour cinq personnes ont été tuées, dont M. Alphonse CIHEBEYI qui était sous perfusion (pour malaria) au Centre de santé de Mugogo; les soldats se sont introduits dans la chambre, ils ont arraché la perfusion et Mr Cihebeyi est décédé. A Nyamubanda, une personne a été tuée au couteau, et une autre a été jeté dans le trou de WC.

Du 09 au 11 avril 03, le Centre commercial de Mugogo, la paroisse, le Centre nutritionnel, le Centre de Santé de Lukwende, et 14 villages dont, les localités de Kalengera, Cigukiro, Nyakalonge, Chaguma, Chendolo, Lugohwa, Kahanda, Busheke, Kaburhi, Lugala, Ciburhi, Kanomo, Murhi Gwa Mugogo et Kanamukama ont été pillés. Les vaches, les chèvres, porcs, lapins, les habits, assiettes, les vivres, ont été emportés par les soldats. Les villages sont actuellement vides, ils sont abandonnés par les habitants.

Les nuits du 10 au 11, plusieurs maisons ont été brûlées à Walungu-centre, à Makwale et à Burhenda par les soldats APR et RCD. L'Institut Technique professionnel de Burhenda a été incendié, de même que le Centre commercial après qu'ils l'aient pillé. Des camions ont été réquisitionnés pour charger les butins et les

ramener au Rwanda via Bukavu. Une dizaine des personnes a été tuée, dont 7 à Butuza-Burhenda et à Marhale.

Dans les journées du 11 et 12 avril, les villages de Mwegerera, Lukumbo, Luhoko, Izirangabo, Butuza et Burhale-centre ont subi d'atroces tueries.

Pendant toute la journée du 12 avril, à Burhale, les soldats se sont déployés dans tous les villages en tirant partout, dans les maisons, dans les buissons, partout où ils s'imaginaient que des gens pouvaient se cacher.

Du 12 et 13 avril 2003, pendant toute la journée dans le territoire de Walungu, à l'intérieur des villages les femmes et les filles ont été violées, souvent à plusieurs reprises, et par plusieurs soldats à la fois, durant la nuit. Il est à signaler aussi que des centaines des femmes ont été violées à Walungu-centre et à Burhenda.

* 10 avril 2003:

Voici les faits constatés à Kabare, dans le groupement de Mudusa après le passage des hommes du RCD-APR :

Les milices MUDUNDU 40 et les militaires du RCD-GOMA ont pillé systématiquement ce groupement du mardi 8 avril de 7 heures au mercredi 9 avril à 10 heures. A MUSHWESHWE I et II, KARHWA I et II, CIRALA, CIRHUNDU, RUGUSHA ils ont emporté les volailles, l'argent, les ustensiles de cuisine, les portes des maisons, les produits vivriers et agricoles, les couvertures de lit, les petits bétails, les outils aratoires, les habits des paysans.

Les médicaments et autres objets de grande valeur du centre de santé et centre nutritionnel de MUSHWESHWE ont été emportés.

Les bancs, les matériels didactiques, une partie de la toiture de l'ECOLE PRIMAIRE MUSHWESHWE et l'INSTITUT MUKOBERWA ont été brûlés.

Le même mardi 8 avril les militaires du RCD-GOMA ont violé une femme déplacée des guerres chez le pasteur BALIKUMI et l'ont ravi une somme de 20 dollars.

Le chef de village de MUSHWESHWE I monsieur LUBIRIRA MUGARUKA a affirmé que chez lui il y a eu mort d'hommes: 5 militaires (1 MUDUNDU 40 et 4 dans le cas du RCD-GOMA) enterrés par la population, à NYAMUBANDA deux personnes enterrées dans un fossé dont le fils à Monsieur RUBAKUZA.

Dans les villages ci-haut cités les familles les plus touchées sont: LUBIRIRA, LUBEKE, MUKONO, MUTABESHA, Pasteur KASHANVU, PASTEUR KATEBERA, Pasteur BALIKUMI, MUFUNGIZI, BUHENDWA, MITIMA, CIRHUZA, NAMEGABE, NAMAHIRA, KOKO, RUSUMBA, ZIHINDULA.

La paroisse de CIRIRI et les villageois de CIRIRI I et II ont été aussi pillés selon monsieur l'abbé NKINGI. Les militaires du RCD-GOMA occupent les maisons de la population.

Les femmes et filles ne sont pas encore rentrées aux villages de peur qu'elles ne soient violées.

Du côté de LUGANDA/CIMPWIJI ces militaires du RCD-GOMA érigent les barrières où chaque passant (vendeurs des vivres) doit payer 20 francs congolais.

Les sources fiables et de bonne foi nous affirment que les alliés Rwandais du RCD-GOMA guident le commandement aux fronts et les fameux militaires du RCD-GOMA viennent derrière pour s'installer.

Un responsable de notre noyau à NYAMUBANDA affirme que les militaires du RCD-GOMA foncent sur MUSHINGA et LUBONA pour soi-disant démanteler le camp des MUDUNDU 40.

* 11 avril 2003:

Des fosses communes sont observables à Izirangabo et Karhundu, deux localités du groupement de Burhale en collectivité-chefferie de Ngweshe.

A Mwegerera, localité voisines de deux cités ci-haut, plusieurs personnes civiles ont été tuées par balles ou à coup de baïonnette le 11/04/2003. Au nombre de victimes figurent:

Mr Mwilarhe Pierre, connu sous le sobriquet de "Shabadeux", enseignant à l'école primaire catholique de Burhale et père de l'abbé Cito;

Mr Paul Ruhamy, de la famille Shosho;

Madame Zacharie, mère de Paul Ruhamy;

Mr Chifundire Saleh, non autrement identifié;

Mr Irengé Mudahama, non autrement identifié;

Mr Mugoneke, de la famille Shosho;

Mr Médard Zagabe, non autrement identifié;

Mr Mayeri Katashira, de la famille Ruchocha

Mr Chabwine Chakule avec ses 2 enfants, enseignant à l'école primaire catholique de Ciriri à Bukavu en vacances à Mwegerera;

Mr Mweze Namulamanye Pascal, non autrement identifié;

Mr Katoro, de la colline Mbulamishi;

Mr Luhinzo, non autrement identifié;

Mr Murhega, non autrement identifié;

Mr Rubasha, chef de la colline Mbulamishi et père de l'abbé Emmanuel Rubasha.

Bien d'autres habitants de cette localité auraient été brûlés vifs dans leurs maisons.

Dans la localité de Izirangabo, il a été signalé la mort de nombreux autres civils parmi lesquels:

Mr Cédric Cikala;

Mr Mushayuma Philemon;

Mr Kanakarho Cito;

Mr Kafashi, âgé de 25 ans qui a été pendu à un arbre près d'une ruisseau.

* 13 avril 2003:

Burhale, à 62 km au sud-ouest de Bukavu, après Walungu, a été investi par les forces du RCD-APR. Un rescapé dit avoir vu sur la route, lorsqu'il fuyait, huit cadavres.

Des maisons ont été incendiées avec habitants à l'intérieur. Un des rescapés, qui a pu fuir, a dit avoir vu un groupe de femmes encerclées par des militaires; il a continué sa fuite et ne sait pas qu'elle a été le sort de ces femmes.

Le centre de santé a été saccagé, de même que la Lycée Kamangala et la Paroisse. Cela ressemble très bien à une action de représailles contre la population pour avoir accueilli les éléments de Mudundu 40, toujours pourchassés par le RCD et l'armée rwandaise. Selon certains, ces militaires comptent continuer sur Mubumbano, quelques kilomètres plus loin.

Dans la nuit du 12 et 13 avril 03, à l'intérieur des villages, loin de la route allant de Burhale à Izirangabo, la situation est indescriptible.

Durant la nuit et pendant toute la journée, les soldats ont gardé les femmes et les filles jusqu'à la tombée de la nuit. Toutes ces femmes et filles ont été violées, souvent à plusieurs reprises et par plusieurs soldats de l'APR. Ici, il y a aussi des morts.

Du 12 et 13 avril 03, toutes les habitations de Burhale, le Centre de Santé, la Paroisse, le Lycée Mwangaza, le Couvent des Sœurs et le Centre Béthanie ont été pillés: les équipements ménagers et ustensiles de cuisine, les matelas, les vêtements, les machines, tout a été pris par les soldats.

Les soldats ont pris le véhicule de la paroisse; ils ont mis le feu sur le centre de santé, le centre nutritionnel et une partie de la paroisse. Les chaises, pupitres, bancs des écoles et centres de santé ont été utilisés comme bois de chauffe. Pendant toute la journée du 12 avril, les soldats se sont déployés dans tous les villages en tirant partout, dans les maisons, dans les buissons, partout où ils s'imaginaient que des Gens pouvaient se cacher.

III. DE LA CATEGORISATION DES FAITS

Ces actes de barbarie sont répréhensibles au regard de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, des Protocoles additionnels (de 1977) et des Conventions de Genève du 12 août 1949, et des autres textes internationaux en matière des droits et protection des civils en zone de troubles.

La population du Sud Kivu subit ces atrocités tous les jours. Elle en ai aujourd'hui fatigué, pourtant il semble qu'elle n'est pas au bout de son chemin de la Croix.

Les faits énumérés ci après ne représentent qu'une infime partie du calvaire que vivent ces populations au quotidien .

1. Les Violations massives des droits de l'Homme

Ici, un accent particulier doit être mis sur la dignité humaine selon la DUDH. Dans les territoires occupés du Congo des paisibles citoyens sont privés de leurs libertés, de leur droit à la sécurité, à une vie d'homme, à l'association et/ ou au culte. Ce déni de droit a pour origines les causes d'ordre militaires (l'occupation rwandaise, l'agression), politiques (la présence du RCD, contesté par les populations, la non ouverture de l'espace politique), économiques (principalement le pillage des richesses minières démontré par le rapport du panel ainsi l'hégémonie commerciale dans l'extension du marché Rwandais jusqu'au Kivu) ; Sociaux (la persistance des tensions et conflits tribalo-ethniques, le non respect des valeurs traditionnelles et culturelles des populations). Dont :

Ce 07 avril 2003, la ville de Bukavu est paralysée: les magasins , les écoles, les marchés n'ont pas ouvert ; et à Ciriri, les militaires du RCD-Goma se sont livrés aux pillages des biens de la population et au viol.

Le 07 avril 2003, Monsieur Ben Kabamba, Directeur de la Radio Maria Malkia wa Amani, Radio diocésaine, a été interpellé et arrêté par les services de renseignements et interrogé à la DSR pour avoir informé la population du déroulement des événements et en diffusant en direct les témoignages au téléphone des différents correspondants occasionnels de tous les quartiers de la ville.

Le 06 avril 2003, plusieurs maisons ont été pillées et 3 femmes violées dans le quartier Ciriri dans la commune urbano-rurale de Kasha par les militaires du RCD.

En date du 08 avril la traque de certaines personnes considérées comme collaboratrices de Mudundu 40; nous citons: 3 chauffeurs dont monsieur Murogoro Chirhembe ont été arrêtés à Bukavu au motif qu'ils conduisaient à bord de leurs véhicules les combattants de Mudundu 40.

Plusieurs dizaines des filles et des Femmes avaient été rassemblées dans la journée du 8 avril; elles ont été violées par plusieurs soldats dans les localités de Kalengera, Cigukiro, Nyakalonge, Chaguma, Chendolo, Lugohwa et environnantes.

Dans les journées du 11 et 12 avril, les villages de Mwegerera, Lukumbo, Luhoko, Izirangabo, Butuza et Burhale-centre ont subi d'atroces tueries.

A partir l'après-midi du 9 avril à 11 ; A ce jour, Cinq Personnes ont été tuées, dont Mr. Alphonse Cihebeyi qui était sous perfusion (pour malaria) au Centre de santé de Mugogo; les soldats se sont introduits dans la chambre, ils ont arraché la perfusion et M. Cihebeyi (non autrement identifié) est décédé, assassiné. A Nyamubanda, une personne a été tuée au couteau, et une autre a été jeté dans le trou de WC.

Pendant toute la journée du 12 avril, à Burhale, les soldats se sont déployés dans tous les villages en tirant partout, dans les maisons, dans les buissons, partout où ils s'imaginaient que des gens pouvaient se cacher.

2. Crimes de guerre

L'art. 6 du statut du tribunal de Nuremberg définit un crime de guerre comme *toute violation des lois et coutumes de la guerre* notamment sur le point de vu des droits de la population civile pendant les hostilités.

Il est à inclure au sein de cette notion: les assassinats, les mauvais traitements de prisonniers de guerre et des otages, les viols , les incendies, les mutilations de cadavres, les pillages et destructions des biens civils publics et privés sans justifications stratégiques militaires.

Les actes de barbarie que vivent les Congolais du Bushi sont largement couverts par cette compréhension.

L'on a constaté dans les territoires de Walungu de répressions sanglantes, de représailles sans mesure à l'endroit des civils non armées, des populations inoffensives à chaque fois que les élément du RCD et ceux de l'APR ont rencontré une résistance du M 40 dans cette partie de l'Est Congolais.

Pourtant, en matière de droit de la guerre, il est interdit de maltraiter des populations inoffensives.(XX, les lois de la guerre sur terre, Oxford, 1880, article 7).

Les règles de conduite même à l'égard des choses va plus loin et interdit: de piller, même des villes prise d'assaut; de détruire les propriété publique ou privée; d'attaquer et de bombarder des localités qui ne sont pas défendues (cfr supra, article 32). Or tous ces faits sont retenus à la charge de RCD-APR, faits qui constituent au reste des crimes de guerre.

Quel spectacle on n'a pas vécu au Bushi. Des vols, des pillages des fermes, des hôpitaux, des contraintes de plusieurs ordres, des rançonnements, des fusillades, des châtiments collectives des déplacements par la force des villages entières, des arrestations en masse.

Les soldats ont rassemblé plusieurs centaines des personnes, à Mwegerera 1 et 2; ils ont séparé les hommes et les femmes. Les hommes ainsi que les garçons ont été rassemblés dans deux cases en planches situées le long de la route, à côté du centre de santé. Les soldats ont fermé les portes et ont tiré des dizaines des balles dans les maisons; après, ils ont mis le feu aux maisons. Des rescapés qui ont réussi à fuir dans l'après-midi du 13 avril ont raconté avoir vu 8 corps, hommes et enfants, sur une distance de 100 m; ils ont été si choqués qu'ils n'ont plus compté, tellement,

il y a des morts le long de la route allant de Burhale à Izirangabo. Ils ont vu plusieurs corps et des maisons brûlées.

- Le 8 et 9 avril, les localités de Kalengera, Cigukiro, Nyakalonge, Chaguma, Chendolo, Lugohwa, Kahanda, Busheke, Kaburhi, Lugala, Ciburhi, Kanomo, Murhi Gwa Mugogo et Kanamukama ont été totalement pillées par les soldats du RCD et APR. Le bilan provisoire des morts est de 11 personnes dont une fille de 23 ans répondant au nom de Passy (fille de Mugwasire et de M'Centwali) qui avait résisté pour ne pas être violée.

3. Crimes contre l'Humanité

Selon Graven, V-J, dans son ouvrage Le Crime contre l'humanité, cité par PARQUE V. et REYNTJENS F. "Crime contre l'humanité dans l'ex-Zaïre: une réalité?", in Afrique des Grands Lacs⁴. Annuaire 1997-1998, Anvers, 1998, p.273 à 303, p. 276; les crimes contre l'humanité sont les infractions contenant non-limitativement: les meurtres, l'extermination, la réduction à l'esclavage, la déportation, l'emprisonnement, la torture, le viol ou tout autre acte inhumain commis contre la population civile, ou la persécution pour des motifs politiques, raciaux ou religieux qu'elles aient constitué ou non une violation du droit interne du pays où elles ont été perpétrées

Pour le cas du Sud Kivu, les faits sont d'eux-mêmes criants. Les témoignages des rescapés à ces massacres, ceux des victimes des déplacements et regroupements dans des sites de "sécurité". Les discriminations, les atrocités dont sont maintenant l'objet/ victimes les populations du Sud Kivu en disent long. Les privations de liberté, de culte et d'expression. les arrestations arbitraires sont monnaie courante.

A partir l'après-midi du 9 avril à 11, à ce jour, cinq personnes ont été tuées, dont Mr. Alphonse Cihebeyi qui était sous perfusion (pour malaria) au Centre de santé de Mugogo; les soldats se sont introduits dans La chambre, ils ont arraché la perfusion et Mr Cihebeyi est décédé. A Nyamubanda, une personne a été tuée au couteau, et une autre a été jeté dans le trou de WC.

Les nuits du 10 au 11, plusieurs maisons ont été brûlées à Walungu-centre, à Makwale et à Burhenda par les soldats APR et RCD. L'Institut Technique professionnel de Burhenda a été incendié, de même que le Centre commercial après qu'ils aient pillé. Des camions ont été réquisitionnés pour charger les biens pillés et les ramener au Rwanda à Kigali via Bukavu. Une dizaine des personnes ont été tuées, dont 7 à Butuza-Burhenda et à Marhale.

Pendant toute la journée du 12 avril, les soldats se sont déployés dans tous les villages en tirant partout, dans les maisons, dans les buissons, partout où ils s'imaginaient que des Gens pouvaient se cacher.

Le Centre commercial de Mugogo, la paroisse, le Centre nutritionnel, le Centre de Santé de Lukwende, et tous les 14 villages dont, les localités de Kalengera, Cigukiro, Nyakalonge, Chaguma, Chendolo, Lugohwa, Kahanda, Busheke, Kaburhi, Lugala, Ciburhi, Kanomo, Murhi Gwa Mugogo et Kanamukama ont été pillés. Les vaches, les

chèvres, porcs, lapins, les habits, assiettes, les vivres? Ont été emportés par les soldats. Les villages sont actuellement vides, ils sont abandonnés par les habitants

Du 12 et 13 avril 2003, pendant toute la journée dans le territoire de Walungu, à l'intérieur des villages les femmes et les filles ont été violées, souvent à plusieurs reprises, et par plusieurs soldats, durant la nuit et il est signalé que des centaines des femmes ont été violées à Walungu-centre et à Burhenda.

Dans la nuit du 12 et 13 avril 03, à l'intérieur des villages, loin de la route allant de Burhale à Izirangabo, la situation est indescriptible. Durant la nuit et pendant toute la journée, les soldats ont gardé les femmes et les filles jusqu'à la tombée de la nuit. Toutes ces femmes et filles ont été violées, souvent à plusieurs reprises et par plusieurs soldats de l'APR à la fois. Il y a des morts

Du 12 au 13 avril, toutes les habitations de Burhale, le Centre de Santé, la Paroisse, le Lycée Mwangaza, le Couvent des Sœurs et le Centre Béthanie ont été pillés: les équipements ménagers et ustensiles de cuisine, les matelas, les vêtements, les machines, tout a été pris par les soldats. Les soldats ont pris le véhicule de la paroisse; ils ont mis le feu sur le centre de santé, le centre nutritionnel et une partie de la paroisse. Les chaises, pupitres, bancs des écoles et centres de santé ont été utilisés comme bois de chauffe.

Tous ces forfaits se font de la même manière:

Les soldats de l'APR qui viennent en premier lieu, ils tuent les gens et brûlent les maisons. Ensuite, les soldats du RCD arrivent pour piller, violer et détruire ce qui reste. Ils restent alors sur les lieux pendant que les soldats APR progressent vers d'autres villages.

4. Crimes de génocide

Le statut de la Cour Pénale Internationale (CPI), reprenant la définition mise en avant par la Convention pour la prévention du crime de génocide (1948) considère comme génocide: *«...l'une des actes ci-après commis avec l'intention de détruire en tout ou en partie un groupe national ethnique, racial, religieux tel: meurtre des membres du groupe; atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale des membres du groupe ou soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existences devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle; mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe; transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe... »*

Un défaut de cette définition est qu'elle n'englobe pas le génocide pour raison politique. Cela pose un problème de qualification de certains cas comme ceux qui se passent au Bushi et dans d'autres coins du Congo sous le joug Rwandais.

Cependant on pourrait combler ce lacune en faisant appel au Statut de la CPI qui définit le crime contre l'humanité comme *«la persécution de tout groupe ou de toute collectivité identifiable pour des motifs d'ordre politique»* (art.7 paragraphe 1, al h du Statut)

Vu sous cet angle, il nous semble être plus que temps de s'interroger finalement si nous ne devons pas évoquer un « génocide » au Kivu (Bushi)?

Si non comment peut on encore qualifier ce qui s'y passe?

«Il faudra relever une double spécificité caractéristique du génocide, à savoir : l'élément matériel et l'élément intentionnel. Ce qui est décisif pour la notion du génocide, c'est l'intention de l'agent accompagnant son acte»⁵.

En analysant les faits tels que déclenchés dans les villages du Bushi, il est terrifiant de constater que tout porte à croire à des actes de génocide au Sud Kivu au vue de leur préparation, leurs exécutions systématiques et leur périodicité dans le temps et dans l'espace.

Le 11 avril 2003, au cours de la matinée, des centaines des soldats rwandais de l'APR sont entrés, dans les villages; ils ont commencé à tirer sur les cases et les huttes. Des ordres auraient été donnés de tuer toutes les personnes de sexe masculin, à partir de 5 ans; car selon l'APR et le RCD, tous les hommes de Ngweshe, au delà de 5 ans, sont de Mudundu 40. Des témoins ont entendu les officiers donner des ordres, aux soldats pour tuer tous les hommes et les jeunes, sans distinction. Ils reprochent aux Bashi d'avoir rendu difficile le contrôle de cette contrée.

IV. BILAN DE LA GUERRE

1. Les témoignages (Extrait de l'interview de l'Abbé Ndejeje, Curé de la paroisse de Burhale le jeudi 17 avril 2003 par la Radio Maria)

Les massacres

Radio Maria: A présent, on parle des massacres. Pouvez-vous les confirmer ?

Abbé Ndejeje: Les massacres, oui, nous pouvons les confirmer parce que déjà, au début, le vendredi matin, nous avons déjà appris qu'il y a eu des massacres dans le village de Karhundu lors des affrontements entre les soldats du RCD contre ceux ce Mudundu 40. Les gens sont morts à Karhundu et Izirangabo, certains brûlés dans leurs maisons. C'est le cas du village de Karhundu surtout, pour des personnes âgées qui ne pouvaient pas se déplacer et qui alors subissaient des incendies de leurs maisons provoqués par des armes notamment, ou pire des autres ont été abattus sur-le-champ. Et cela se confirme aussi du fait que déjà, hier mardi, en faisant un parcours sur la route Walungu - Burhale, nous avons rencontré avec des délégations venues de Bukavu, des fosses communes le long de la route, à partir de Izirangabo, Karhundu jusque dans les alentours de Mwegerera.

Il y a des fosses communes, on ne sait pas les dénombrer mais en interrogeant la croix - rouge locale qui faisait les inhumations dans les fosses communes : A Izirangabo : 3 morts enterrés par la croix - rouge (C'étaient des hommes) ; A Karhundu, on parle de deux enterrés par la croix - rouge locale tandis qu'à Mwegerera, on confirme la fusillade de 12 hommes dans leurs maisons non pas abattus par des balles perdues mais ils étaient retirés par des soldats. Ils étaient

alors fusillés dans leurs maisons même, mais aussi il faut noter que pour la partie Burhale, on n'a pas encore tout dénombré parce que la croix - rouge a affirmé qu'il y a aussi des cadavres dans la plantation de Sake. Là aussi, il y a eu des combats très violents jusqu' autour de lukumbo et là, on n'a pas encore identifié tous les cadavres. La croix - rouge devrait s'y rendre pour vérification et inhumation de toutes ces victimes.

Pillages, incendies de villages, viols

Radio Maria: On parle aussi d'incendies des villages entiers et des pillages ?

Abbé Ndejeje: Oui, autour de Burhale et dans Burhale aussi, il faut dire que des villages ont été brûlés à Izirangabo. L'une ou l'autre maison mais on n'a pas encore fait le total jusqu'à Karhundu.

Il faut noter cependant que pour la partir après Burhale, en direction de Lubona et ça c'est maintenant Mushiga, les villages de Nyamurhale, le vendredi déjà, lors de la progression des militaires du RCD, on s'apercevait déjà de loin que des villages flambaient et brûlaient. Tout était incendié au fur et à mesure que ces gens progressaient. Donc, le bilan n'est pas encore établi sur ces lieux mais il est un fait évident que les villages ont été brûlés mais nous, n'étant pas sur terrain de Mushinga, nous ne savons pas identifier combien de maisons ont été brûlées et combien de cadavres il y a eu.

Radio Maria: Et le viol des femmes ?

Abbé Ndejeje: Les viols ont eu lieu. Nous avons entendu des femmes et des filles qui se plaignaient d'avoir été violées par les militaires.

Radio Maria: Parmi les militaires, est-ce que vous pouvez confirmer la présence des éléments de l'APR ?

Abbé Ndejeje: Disons qu'au niveau de la physionomie, on peut bien identifier en passant sur la route Walungu - Burhale, on voit bien la physionomie de ce genre de personnes.

Et l'Eglise catholique?

Radio Maria: Pratiquement, combien de paroisses sont fermées dans le territoire de Walungu ?

Abbé Ndejeje: Pour le moment, disons que Burhale est fermée totalement. Il y a aussi Mubumbano. Ce sont les 2 paroisses qui sont fermées complètement. Pour le cas de Walungu, on fonctionne au ralenti ainsi qu'à Kaniola.

Radio Maria: L'Eglise a donc connu des pertes dans des paroisses ?

Abbé Ndejeje: Oui, hier, en vérifiant avec les délégations venues de Bukavu, nous avons été sur terrain. Nous avons effectivement vérifié. Tous nos bâtiments aussi bien que nos presbytères que l'église paroissiale et nos bureaux, les couvents des

soeurs à Cirhundu ainsi qu'à Kamangala et le lycée Kamangala ont été détruits. Par-ci par-là, les portes ont été défoncées à coups des fusils et les portes métalliques ont été aussi détruites et alors, il faut noter que nos maisons sont occupées par les forces du RCD. Ces forces occupent toutes les maisons des communautés religieuses. Aussi bien au-dedans qu'au dehors. Tout notre entourage n'est pas facilement habitable aujourd'hui.

Radio Maria: Alors, comme vous venez de quitter le territoire de Walungu en général et votre paroisse en particulier, quel regard vous jetez sur le climat qui règne présentement là-bas ?

Abbé Ndejeje: Oui, avant de répondre à la question, je dirai d'abord ce que j'ai oublié de mentionner ci-haut. Nos bâtiments, aujourd'hui, servent de dortoirs pour ces forces armées du RCD mais aussi des cuisines. Nous n'avons pas d'accès à nos bâtiments. Quant à ce qui est du regard à jeter sur cette paroisse, là, disons que la situation devient totalement intenable depuis lundi passé aussi bien pour nous que pour les villageois qui sont là.

2. Répertoires des dégâts et pertes identifiés jusqu'à la date du 30 avril

Des dégâts matériels et humains

Le centre de santé a été saccagé, de même que le Lycée Kamangala et la Paroisse.

La paroisse de CIRIRI et les villages de CIRIRI I et II ont été aussi pillés selon le Curé NKINGI. Les militaires du RCD-GOMA occupent les maisons de la population.

3 femmes violées dans le quartier Ciriri dans la commune urbano-rurale de Kasha.

Cinq Personnes ont été tuées, dont Mr. Alphonse Cihebeyi qui était sous perfusion (pour malaria) au Centre de santé de Mugogo.

Les médicaments et autres objets des grandes valeurs du centre de santé et centre nutritionnel de MUSHWESHWE ont été emportés.

Toutes les habitations de Burhale, le Centre de Santé, la Paroisse, le Lycée Mwangaza, le Couvent des Soeurs et le Centre Béthanie ont été pillés : les équipements ménagers et ustensiles de cuisine, les matelas, les vêtements, les machines.

Incendiés des maisons de Ntashangira, Nsiku Bihimbi, Jaques Musimbi, Mungu'akonkwa, Gérard Manyuku et Germain Kaharha, tous habitants de Mwegerera.

11 personnes dont une fille de 23 ans répondant au nom de Passy (fille de Mugwasire et de M'Centwali).

Des massacres dans le village de Karhundu.

Des pillages des bêtes (vaches, chèvres, moutons, poules et même les cobayes).

Les bâtiments de Burhale servent de dortoirs pour ces forces armées du RCD mais aussi des cuisines.

Ces forces occupent toutes les maisons des communautés religieuses.

Les bâtiments aussi bien que les presbytères paroissiale et les bureaux, les couvents des soeurs à Cirhundu ainsi qu'à Kamangala et le lycée Kamangala ont été détruits.

2 paroisses sont fermées complètement. Pour le cas de Walungu, elle fonctionne au ralenti ainsi qu'à Kaniola.

Les viols des femmes et des filles par les militaires ont eu lieu à Burhale.

Tout était incendié (des villages entiers et des maisons) et pillages au fur et à mesure que les combats progressaient à partir de Burhale, en direction de Lubona et vers Mushiga, les villages de Nyamurhale, Izirangabo, Karhundu.

Des fosses communes le long de la route, à partir de Izirangabo, Karhundu jusque dans les alentours de Mwegerera.

Des massacres dans le village de Karhundu.

la fusillade de 12 hommes à Mwegerera.

3 morts à Izirangabo.

2 morts à Karhundu.

Lancement violent de 4 bombes à partir de Luhoko en direction de Mulamba, Bulonge, Nyamarhege et Chosho.

Des pertes humaines

* 11 personnes dont une fille de 23 ans répondant au nom de Passy (fille de Mugwasire et de M'Centwali)

A Bukavu la mort de 11 civils parmi lesquels le Pasteur Samuel Hakiza à Ciriri,

la Mademoiselle Riziki;

un porte-faix du nom de Chifunzi à Bukavu;

monsieur Ngaka...;

3 chauffeurs dont monsieur Murogoro Chirhembe à Bukavu.

A NYAMUBANDA, deux personnes enterrées dans un fossé dont

le fils à Monsieur RUBAKUZA.

A Nyamubanda,

une personne a été tuée au couteau, et une autre a été jeté dans le trou de WC.

A Mugogo,

Passy (fille de Mugwasire et de M'Centwali);

Mr. Alphonse Cihebeyi;

Une dizaine des personnes ont été tuées: dont 7 à Butuza-Burhenda et à Marhale.

enseignant Pierre Mwilarhe;

Mpunga, Léopold Luhinzo et son frère;

Gervais Kaharho;

la mère de Iperu;

la mère de Kahirhi;

l'infirmier Faustin Karhacihya;

Déogratias Rubasha (élève à l'institut Kamangala);

Mayeri Katashira;

Balaluka Katoero;

Murhega Buhendwa;

Kizito Buhendwa;

M'Luhinzo;

Paul Shosho et un déplacé de Kaniola qui était chez lui.

A Cibanda,

Kabezo Ruhamanyi;

Bidarhi Namwijima.

Dans la localité de Izirangabo, il a été signalé la mort de nombreux autres civils parmi lesquels :

Mr Cédric Cikala;

Mr Mushayuma Philemon;

Mr Kanakarho Cito;

Mr Kafashi, âgé de 25 ans qui a été pendu à un arbre près d'une ruisseau.

A Mwegerera, localité voisines de deux cités ci-haut, plusieurs personnes civiles ont été tuées par balles ou à coup de baïonnette le 11/04/2003. Au nombre de victimes figurent:

Mr Mwilarhe Pierre, connu sous le sobriquet de «Shabadeux», enseignant à l'école primaire catholique de Burhale et père de l'abbé Cito;

Mr Paul Ruhamya, de la famille Shosho;

Madame Zacharie, mère de Paul Ruhamya;

Mr Chifundire Saleh, non autrement identifié;

Mr Irengé Mudahama, non autrement identifié;

Mr Mugoneke, de la famille Shosho;

Mr Médard Zagabe, non autrement identifié;

Mr Mayeri Katashira, de la famille Ruchocha;

Mr Chabwine Chakule avec ses 2 enfants, enseignant à l'école primaire catholique de Ciriri à Bukavu en vacances à Mwegerera;

Mr Mweze Namulamanye Pascal, non autrement identifié;

Mr Katoro, de la colline Mbulamishi;

Mr Luhinzo, non autrement identifié;

Mr Murhega, non autrement identifié;

Mr Rubasha, chef de la colline Mbulamishi et père de l'abbé Emmanuel Rubasha.

V. LES RESPONSABILITÉS

1. Du Rwanda et Alliés

Faits militaires

Des sources concordants, il ressort que des officiers rwandais de l'A.P.R. et Congolais du RCD ont ordonné des exécutions et des pillages, des viols, des vols et des destructions des infrastructures sociales, économiques tout au long de leurs expéditions punitives des populations civiles qui sont considérées à tort comme faisant partie de la résistance contre l'occupation rwandaise à l'Est de la République, précisément au Sud-Kivu, dans le territoire de Walungu.

Parmi ces lieutenants du Rwanda, les plus actifs et qui ont commandé les troupes et commandités des massacres, nous citons :

Le Général de Division Sylvain BUKI, Chef d'état major du RCD, par ses déclarations portant chasse à l'homme aux civils et résistants du M40;

Espérant MASUDI Commandant de la 1^{ère} Brigade basé à Bukavu, où il y a eu des affrontements entre le RCD et le M 40 ayant abouti à des morts des civils innocents, des pillages, des vols et viols à Ciriri en date du 6 au 7 avril 2003;

Colonel Eric HURIEMBERE, Commandant de la 10^{ème} Brigade basée à Bukavu, connu sous le nom de code de «Tango Tango» ou «Tango Two»;

Jean KIBIBI, commandant de la 101^{ème} Bataillon. Ces deux derniers ont opéré du 11 au 12 avril 2003 dans le Sud ouest à Walungu Centre, Burhale Centre, le théâtre des atrocités que nous condamnons vigoureusement;

John Chungu OHENDE, commandant de la 32^{ème} Bataillon de la 6^{ème} Brigade en opération à Mugogo en date du 8 au 9 avril 2003;

Le Colonel NYEMBO Abdallah et le Lt Colonel KAVUNDELE, respectivement Commandant de la 5^{ème} Brigade composée des bataillons mobiles et adjoint du Commandant de la Brigade pour avoir lancé l'attaque contre le M 40 dans son Quartier Général à Mushinga en territoire de Walungu;

Le major MAYANGA et son adjoint major MUNYAKAZI de la 11^{ème} Brigade, tous deux basés à Bukavu;

Les Commandants de la 1^{ère}, 4^{ème} et de la 9^{ème} Brigade pour avoir provoqué ou concouru à la planification et à l'exécution du simulacre de guerre entre alliés qui a causé beaucoup de dégâts matérielles et humains dans le compte de la population civile qu'ils sont sensés protéger.

Jean-Pierre ONDEKANE, Général de Division et chef du Département des activités militaires au R.C.D. A ce titre il est inacceptable qu'il y ait un mouvement de troupe sans qu'il en soit informé. Il est donc sensé être informé de la préparation puis de l'effectivité des ces expéditions macabres et donc responsable.

Responsable, il l'est encore, suite à son incapacité de gestion, de contrôle et de commandement de ses hommes de troupes face à la création des milices alimentaires du Rwanda. Et avec lui c'est toute l'hierarchie politique du R.C.D. qui est mise en cause.

Faits politiques

Conquêtes et annexion des territoires et lutte pour l'hégémonie;

Violations massives des coutumes et droits des peuples: profanation des tombes;

Destruction des groupes précis et des groupes religieux;

Des faits économiques

Les pillages des ressources naturelles du Congo (or, diamant, cassitérites, colombo tantalite, le méthane, le bois, les gorilles et autres espèces rares au monde) et l'extorsion des cheptels de bétail,

Les pillages des biens privés et publiques, le vol de voiture et la destruction des maisons, des écoles et des hôpitaux et centre de santé ainsi que des églises.

2. Du RCD

Le Directoire politique du RCD ainsi que le gouverneur de province M. Xavier CIRIMANYA Cirimwami, en sa qualité de Gouverneur de province doivent donner des éclaircissements et assumer leurs responsabilités pour n'avoir pas protégé les populations et leurs biens durant les simulacres d'affrontements à Bukavu et à Walungu. Ils sont aussi responsable de collaboration avec l'ennemi et de trahison de la cause nationale.

3. Du Mudundu 40

La planification et l'organisation des massacres, des pillages, des destructions méchantes, des viols, des vols et des profanations des églises, des mutilations de cadavres et de la destruction du patrimoine ancestral du Bwami avec les ennemis du peuple Congolais à savoir l'APR et son allié le R.C.D. D'endeuiller les populations des territoires de Kabare et de Walungu en particulier et du Kivu en général.

Sa complicité pour renforcer et maintenir la présence des troupes Rwandaises à l'Est du pays pour des fins politiques et socio-économiques.

A ce titre, le commandant en chef du M 40, M. Odilon KURHENG MUZIMU et tout son directoire politique (Monsieur Patient MWENDANGA, Raphaël KATAKO, J.M. KAZUNGUZIBWA NYENYEZI, Pius ZAHIGA) et le Général de Division BORA Uzima en charge de l'organisation des forces de défense doivent répondre de leurs actes d'antipatriotique, de trahison des idéaux de la population, de l'avoir exposée à la mort pour des intérêts égoïstes.

4. MONUC

Pour son silence. En effet en gardant silence, la Monuc s'est fait complice par un appui, un soutien tacite au Rwanda et au Rcd.

VI. RECOMMANDATIONS

1. AU GOUVERNEMENT DE LA RDC

Désormais, que les Congolais, unanimement et devant la face du monde, viennent d'endosser à Sun City l'acte final du Dialogue Inter-Congolais qui rétablit la souveraineté de notre Etat sur tout son territoire, le gouvernement se doit d'agir avec fermeté et rapidité chaque fois que nos frontières nationales seront agressées.

2. AUX AUTORITES DU RCD GOMA

En cette période où le peuple congolais aspire à la paix, les autorités du R.C.D., devraient se faire violence en refusant toute implication étrangère susceptible de compromettre les efforts déjà déployés pour la réunification du pays et réparer tous les préjudices causés aux populations.

3. AU MUDUNDU 40

De prendre acte de son désaveu par son allié (RCD) et son parrain le Rwanda.

De s'auto-disoudre et demander la protection du gouvernement centrale.

4. AUX AUTORITES RWANDAISES

D'ouvrir et de libéraliser l'espace politique rwandaise en commençant par l'organisation d'un dialogue franc avec l'opposition politique rwandaise en exil au lieu de chercher à tout prix des boucs émissaires, des hypothétiques interahamwe, dans le territoire congolais, alibi pour pérenniser leur présence militaire à l'Est de la RDC.

De respecter et de mettre en application les différents textes internationaux et africains relatifs à l'intangibilité des frontières nationales et à la non agression.

De repenser la Coopération bilatérale avec le Congo par le biais de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL), instrument par excellence de règlement des litiges et conflits entre les pays membres.

De rompre avec les velléités bellicistes et de s'engager résolument dans la stabilisation de la sous région des grands lacs africains, seule gage pour lutter contre la pauvreté dans laquelle est plongée nos populations respectives.

5. AUX ETATS UNIS D'AMERIQUE, LE ROYAUME UNIE ET LA REPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

D'arrêter tout appui militaire de nature à renforcer l'esprit belliciste du Président rwandais et en conséquence d'épargner des vies humaines innocentes en République Démocratique du Congo.

D'user de toute leur influence pour favoriser la poursuite par la justice internationale de tous les criminels, même les autorités rwandaises à tous les niveaux, qui se seront rendus coupables de crime de guerre, crime contre l'humanité ou du génocide commis sur le territoire congolais.

6. A LA MONUC

De jouer pleinement son rôle de maintien de la paix en vertu du mandat lui dévolu.

7. A LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE

Nous recommandons la Requalification du mandat de la Mission d'Observation des Nations Unies au Congo (Monuc) qui doit passer de l'observation au maintien et à l'imposition de la paix;

Que la communauté internationale organise un tribunal Pénal International pour le Congo pour juger les crimes de guerre, de génocide et contre l'humanité, ainsi que des graves violations des droits de l'homme commises au Congo;

Qu'elle prenne des décisions importantes et coercitives à l'égard des nations qui cherchent à perturber le cours normal des travaux de réconciliation entre congolais et invite la MONUC à dénoncer ouvertement le retour des rwandais sur le sol congolais!;

Qu'elle assure le suivi et veille à l'exécution des résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU en matière de la restauration de la paix en R.D.C.

CONCLUSION

Le bilan de cette présence rwandaise, de l'occupation et/ou de l'agression est déplorable. L'on déplore dans ces territoires des graves violations de droits de l'homme, des massacres, des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et des actes du genre génocides.

Les dégâts en termes matériels sont inestimables: des villages incendiés, des maisons détruites, des centres de santé et hôpitaux pillés et incendiés, des églises profanées, des biens comme des véhicules, appareils électroménagers volés...

Des nombreux civils innocents ont perdu leur vie. D'autres encore sont réduits au silence par des arrestations arbitraires. Il va sans dire qu'un nombre important de personnes vivent dans des conditions de précarité et comme des déplacés à l'intérieur de leur propre territoire.

Face à la gravité de cette situation qui prévaut dans le Sud Kivu, en territoire de Walungu, prenant la communauté internationale à témoin, nous condamnons avec la dernière énergie ces agissements mégalomanes des occupants rwandais et de leurs alliés du R.C.D. Appelons à la retenu les résistants en vu de sauver et d'épargner ce qui nous reste à sauvegarder comme patrimoine humain, matériel et ressources naturelles de notre territoire. Nous en appelons à court terme à l'ouverture d'une enquête internationale en vue de dégager les responsabilités et la Création d'un Tribunal International pour le Congo à long terme, en vue de poursuivre et de juger les principaux auteurs et responsables de ces actes ignobles afin que justice soit faite et que triomphent les droits de l'homme.

Cette tragédie est loin d'être finie comme le prouve les documents en annexe.

VII. ANNEXES

ANNEXE 1 : LETTRE DES ETUDIANTS RESSORTISSANTS DE BURHALE.

GROUPE D'ETUDIANTS Bukavu, le 18 avril 2003

RESSORTISSANTS DE BURHALE

A BUKAVU

Transmis copies :

- A Monsieur le commandant Brigade à Bukavu
- A Monsieur le Procureur Général de la République

Démocratique du Congo à Bukavu

- A Monsieur le Représentant local de la MONUC à

Bukavu

Objet : Indignation

A son Excellence Monsieur le Gouverneur de la province du Sud-kivu à Bukavu

Excellence Monsieur le Gouverneur,

Nous, étudiants ressortissant de Burhale à Bukavu, venons auprès de votre personnalité, introduire la présente dont l'objet est ci haut souligné.

En effet, c'est depuis le 08 avril courant que les troupes du RCD accompagnées de leurs alliés de l'APR opèrent en toute quiétude dans notre territoire et que nos parents, frères et sœurs vivent des situations dramatiques.

Des personnes rescapées à la barbarie des troupes, nous apprenons que ces dernières se livrent aux massacres des populations civiles, certaines par fusillade, d'autres à coups de couteaux.

A Mwegerera, village situé tout proche de la paroisse, nous connaissons déjà seize personnes tuées, en l'occurrence : l'enseignant Pierre Mwilarhe, Mpunga, Léopold Luhinzo et son frère, Gervais Kaharho, la mère de Iperu, la mère de Kahirhi, l'infirmier Faustin Karhacihya, Déogratias Rubasha (élève à l'institut Kamangala),

Mayeri Katashira, Balaluka Katoero, Murhega Buhendwa, Kizito Buhendwa, M'Luhinzo, Paul Shosho et un déplacé de Kaniola qui était chez lui ;

A Cibanda, nous connaissons deux personnes tuées dont Kabezo Ruhamanyi et Bidarhi Namwijima ;

A Kahundu, village situé entre Walungu et Burhale, nous apprenons la mort de six personnes ;

Trois fausses communes sont signalées respectivement à Mwengerera, à Kahundu et à Izirangabo. Ce qui fait que le nombre des victimes soit jusque-là inconnu.

Et comme si cela ne suffisait pas, les troupes volent vaches, chèvres, porcs, lapins, poules, ustensiles de cuisine, habits, etc, violent nos mères et nos sœurs, brûlent et occupent illégalement les cases des paysans déjà traumatisés, etc. La paroisse dont l'église, l'abbaye et les bureaux, dépouillés systématiquement, les bancs servant de bois de chauffe.

Les troupes , ne craignant ni homme ni Dieu, ont profané notre église transformée en dépôt d'armes et en dortoir. Elles ont incendié les maisons de Ntashangira, Nsiku Bihimbi, Jaques Musimbi, Mungu'akonkwa, Gérard Manyuku et Germain Kaharha, tous habitants de Mwengerera.

En outre, notre grande inquiétude est celle liée au fait que ces troupes ne permettent pas le libre accès aux autres endroits où, nous pensons, elles n'ont pas encore fini le «nettoyage» entre autres Burhale-centre, Burhuza, Cihambe, Murhaza, Luhoko, Lukumba, Nyakakoba, Muzinzi, Mushinga, Mususu, etc.

Chose grave, elles utilisent certains traîtres, fils et filles de notre territoire, pour leur livrer des informations fausses», concernant l'une ou l'autre famille dont un fils serait M40 pour pouvoir réaliser leur mission, celle d'exterminer nos populations.

Pourquoi le mouvement RCD se livre-t-il à verser le sang des citoyens qui feraient sa base électorale ?

Eu égard à ce qui précède, nous vous demandons, vous à qui toute la responsabilité de ces faits revient :

1. de mettre fin aux violences des droits humains : vol, viol, pillage, brûlure et occupations illégales des maisons, tueries.
2. de permettre l'accessibilité à ces endroits cités ci haut ;
3. de faire diligence afin de permettre à nos populations en fuite de regagner leurs cases, du moins pour celles qui en ont encore, de peur q'elles ne meurent du froid et de faim pendant cette dure saison de pluie,

4. de permettre rapidement aux organismes humanitaires de s'y rendre pour l'assistance matérielle, médicale et sociale à ces populations appauvries et meurtries depuis des années,
5. Qu'une enquête sérieuse soit tout de suite initiée et que des sanctions soient prises à l'égard des commanditaires et auteurs de tous ces crimes.

Il sied de vous signifier qu'en tant qu'étudiants, la guerre que le RCD nous impose affecte toute notre vie étant donné que ses troupes pillent et détruisent le peu qui nous restait, mais aussi tuent nos parents et tous ceux qui nous venaient en aide.

Cette guerre qui nous arrive au moment où nous espérons la paix revenir dans notre contrée doit cesser.

Veuillez accepter, Excellence Monsieur le Gouverneur, l'expression de nos sentiments patriotiques les plus affligés .

Les étudiants ressortissants de BURHALE

ANNEXE 2 : MESSAGE A L'INTENTION DE LA COMMUNAUTE DIOCESAINE

ARCHEVECHE

B.P. 3324 BUKAVU

N/Réf: 826.03/11/13/4

MESSAGE A L'INTENTION DE LA COMMUNAUTE DIOCESAINE

Chers frères et sœurs,

Dans notre message du 07 avril 2003, nous vous exprimions notre grande indignation causée par les combats qui ont éclaté dans la ville de Bukavu du 06 au 07 avril 2003 entre les armées du RCD/Goma et M 40.

Ces combats à l'arme lourde et automatique ont occasionné la mort de 11 personnes et de nombreux blessés ; ils ont en outre paralysé la ville de Bukavu pendant deux jours et donné lieu aux pillages des biens de la population, les viols des filles et des femmes, particulièrement à Ciriri.

Comme si une telle tragédie, qui fait la honte de notre province, ne suffisait pas pour le RCD/Goma et le M40, grande a été notre tristesse d'apprendre que le champ de bataille de ces deux belligérants s'est déplacé jusque dans le territoire de Walungu.

Les conséquences de ces expéditions militaires à Walungu sont vite survenues : des massacres à grande échelle des populations, particulièrement masculines, le viol des filles et des femmes, le pillage des biens ménagers, des bétails et produits vivriers, les incendies des maisons, la profanation des églises et chapelles, la destruction méchante des infrastructures scolaires et sanitaires, des couvents, les enlèvements ...

Une telle tragédie a encore occasionné un exode rural vers la ville de Bukavu déjà sursaturée de monde. Cela accroît la famine et la promiscuité des gens alors que les conditions de vie de plusieurs ménages sont depuis longtemps déplorables. D'autres familles restées à Walungu sont dispersées et souffrent pour avoir tout perdu. Elles manquent de tout ce qui est nécessaire pour une vie digne de ce nom notamment, les habits, les couvertures, la nourriture et les soins médicaux, sans oublier le traumatisme subi au vu des atrocités commises. Nous présentons nos condoléances les plus attristées aux familles éprouvées et que les âmes des fidèles défunts reposent en paix.

Eu égard à ces faits malheureux, particulièrement en ces jours où notre pays aspire plus que jamais à l'unité du territoire national et à la réconciliation de ses fils et filles, nous vous faisons part des propositions suivantes :

1. Nous dénonçons et condamnons avec la dernière énergie cette mentalité belliqueuse qui continue à secouer notre Province du Sud-Kivu et qui veut perpétuer la guerre d'occupation et de prédation au mépris des accords de paix signés début avril 2003 à Sun City ;

2. Nous demandons aux belligérants de cesser leur mascarade destinée à nous distraire des vrais enjeux du moment dans notre pays - qu'ils se retirent des localités et villages où ils sèment la désolation pour permettre aux paisibles citoyens traumatisés par la violence permanente de pouvoir revenir chez eux pour vaquer à leurs occupations ordinaires.

3 . Nous demandons à la communauté Internationale qui a bien vécu cette tragédie humaine chez nous, par le biais de la MONUC, de prendre des mesures concrètes pouvant réprimer toute velléité de reprise des hostilités dans notre province et notre pays.

4. Nous lançons un appel pressant de solidarité en faveur de nos frères et sœurs de

Walungu, Burhale, Mubumbano et Kaniola qui ont tout perdu dans ces combats regrettables.

5. Nous pouvons leur offrir tout ce qui peut leur être utile : vêtements, nourriture, primes pour les enseignants afin que l'année scolaire en cours s'achève en beauté pour les élèves.

6. Nous vous invitons à une grande célébration eucharistique ce mercredi 14/05/2003 à 15h00 en la Cathédrale Notre Dame de la Paix de Bukavu. Nous voulons ainsi recommander au Seigneur ces âmes gratuitement arrachées à cette vie et implorer la paix véritable que Lui seul peut accorder.

Que la Vierge Marie, Patronne de notre Diocèse, intercède pour nous.

Fait à Bukavu, le 08 mai 2003

ANNEXE 3 : BILAN PARTIEL SUR LES DERNIERS MASSACRES DE WALUNGU

Le 23/05/2003

Bilan partiel sur les derniers massacres de Walungu

Ce jeudi 15 mai, la Commission chargée de récolter les données sur les récents événements survenus dans la Collectivité de Ngweshe, Territoire de Walungu, a présenté un rapport partiel au cours d'une réunion convoquée par les associations locales en présence de plusieurs invités. L'Administrateur de territoire de Walungu ainsi que le Commandant des troupes du RCD en position à Walungu ont été présents à la réunion. Pour rappel, il sied de signaler qu'en date du 6 avril 2003, le groupe Mudundu 40 (allié du Rwanda) présidé par le sieur Patient Mwendanga (ancien Gouverneur du Sud-Kivu), sous commandement de Mr. Odilon Kurhengahamuzimu, a lancé une attaque sur la ville de Bukavu. L'objectif de l'attaque - l'attaque aurait été organisée avec l'accord du Rwanda, pourvoyeur en armes et en munitions de Mudundu 40 et du RCD - aurait été de chasser le RCD en vue de sceller l'autonomie du Sud-Kivu, avec le soutien du Rwanda. L'attaque sur Bukavu, par Mudundu 40, a commencé autour de 15 heures de l'après-midi, et aurait été stoppée sur ordre de Kigali alors que Mudundu 40 s'emparait déjà de la moitié de la ville.

Le lendemain, 07 avril, le RCD a débarqué des troupes en renfort sur Bukavu; des soldats sont venus de partout, principalement des positions reculées de Kalemie, de Fizi. Plusieurs camions transportant des soldats rwandais APR sont également entrés par Bukavu. Toutes ces troupes se sont dirigées vers Walungu, en représailles contre Mudundu 40. En réalité, il ne s'est jamais agit d'affrontements

entre Mudundu 40 et le RCD-APR. Les troupes de Mudundu 40 n'ont opposé aucune résistance; elles se sont retirées, fuyant l'avancée des soldats RCD-APR, soit par souci de ne pas se battre au milieu des populations, dans les villages, soit par inégalité de force, si pas par ordre du Rwanda, le parrain de Mudundu 40 et du RCD-Goma.

Ainsi, les soldats du RCD-APR se sont déployés, par milliers, dès la sortie de Bukavu (localités Muku-Kamisimbi), progressant village par village, à travers les 16 groupements administratifs de la Chefferie de Ngweshe. Chaque fois qu'ils arrivaient dans un village, les combattants de Mudundu 40 avaient déjà fui; ainsi, ces soldats RCD-APR se sont donnés à des représailles atroces et impitoyables contre la population civile dans tout le Ngweshe. Ils ont agi avec une telle cruauté, une telle barbarie que l'on ne peut imaginer que cela ait été dû seulement au fait que les Mudundu 40 occupaient le terrain leur accordé par les troupes de l'APR au moment de leur retrait officiel - le Ngweshe, ni parce que Odilon et ses frères, Mwendanga et beaucoup de soldats (enfants ayant été recrutés pour la plupart par la force) soient originaires de Ngweshe. En tout cas, les soldats du RCD-APR se sont mis à tuer, à violer, à piller, à détruire, à brûler tout sur leur passage. Ils ont fait des milliers des viols collectifs (des enfants de moins de 7 ans et des vieilles de plus de 75 ans); ils ont pillé tout, maison par maison, famille par famille, détruisant tout ce qu'ils ne pouvaient emporter; ils ont tiré sur toute personne homme (en majorité) et femme, égorgeant certains et les enterrant dans des fosses communes. Ils ont brûlé des écoles (ITP/Butuza, Lycée Kamangala,...), des églises (Paroisse de Burhale), des cases dans les villages,...

A Burhale, plusieurs dizaines d'hommes et jeunes hommes ont été entassés dans une hutte sur laquelle les soldats ont mis le feu. Des femmes sont mortes à la suite des viols collectifs subis à l'hôpital de Walungu, d'autres demeurent sans soins. Car, entre temps, les soldats du RCD-APR avaient empêché toute sortie et toute entrée - la Monuc n'a été autorisée à se rendre à Walungu qu'après le 15 avril - dans ces villages qu'ils mettaient à feu et à sang. Le bilan partiel présenté en date du 15 mai dernier se présente comme suit :

1. Groupement BURHALE : 9.403 familles déplacées, 5.423 familles ont été pillées, 253 personnes ont été tuées, 56 femmes/filles ont été violées, 22 institutions sociales ont été pillées et brûlées.
2. Groupement IKOMA : 5.011 familles déplacées, 569 familles pillées, 46 personnes tuées
3. Groupement IRONGO : 299 familles ont subi les pillages, 61 personnes tuées, 9 femmes violées
4. Groupement KAMISIMBI : 2.751 familles déplacées, 821 familles pillées, 82 personnes tuées, 49 femmes violées;

5. Groupement LUBONA : 1.737 familles déplacées, 346 familles dépouillées de tout, 104 femmes/filles violées, 6 institutions pillées et détruites;

6. Groupement MULAMBA : 1.911 familles déplacées, 1.064 familles ont subi les pillages, 24 personnes tuées, 27 femmes/filles violées, 7 institutions pillées et détruites;

7. Groupement MUSHINGA : 2.214 familles déplacées, 708 familles ont été pillées, 2 personnes tuées, 56 femmes/filles violées, 11 institutions pillées et détruites;

8. Groupement NDUBA : 1.947 familles déplacées, 281 familles pillées, 34 personnes tuées, 4 femmes/filles violées, 14 institutions détruites et pillées;

9. Groupement WALUNGU : 5.517 familles se sont déplacées, 9.053 familles ont subi des pillages, 53 personnes tuées, 31 femmes/filles violées, 9 institutions détruites après avoir été pillées. La Chefferie compte 16 groupements; seulement 9 groupements ont déjà donné leurs rapports partiels, car dans ces 9 groupements, il y a des localités dont les rapports ne sont pas encore disponibles. Il reste donc 7 groupements dont les rapports ne feront qu'alourdir le bilan des exactions du RCD-APR au cours du mois d'avril 2003.

Concernant les viols, il faut souligner que les chiffres donnés sont en-deçà de la réalité; car beaucoup de femmes/filles violées n'osent pas se signaler, et leurs familles ont peur de les déclarer, par peur d'être indexées, et donc d'être chassées de leurs familles, ou de ne plus jamais être mariées.

De nombreuses autres femmes et filles sont continuellement enlevées par des faux Interahamwe dans les villages de Ngweshe; elles sont amenées dans la forêt de Nindja et au Mulume Munene, où elles sont vendues aux Interahamwe, moyennant la somme de 80 à 150 dollars US par tête, au vu et au su des soldats du RCD stationnés dans le Ngweshe.

En attendant d'avoir le rapport sur Nyangezi, un fait récent mérite d'être signalé. La semaine passée, une fille de 19 ans qui doit se marier à la fin de ce mois, devait se rendre à Bukavu où sa famille l'avait envoyée afin de contacter des membres de famille pour leur annoncer son mariage et leur demander d'y contribuer. La fille portait une lettre remise par son père et dans laquelle il demandait de l'aide à ses frères habitants en ville, en leur disant qu'ils n'ont plus rien au village à cause des pillages perpétrés par les soldats. Arrivée à la barrière située à Munya (centre de Nyangezi), la fille a été interpellée par les soldats du RCD; elle a été fouillée et la lettre qu'elle portait a été trouvée.

Le Commandant du poste militaire a lu la lettre et a ordonné d'arrêter la fille parce que la lettre disait que la famille n'avait plus rien à cause des pillages. Le commandant a ordonné à ses militaires d'aller amener le père de la fille. Le pauvre paysan a été amené à Munya où il a été torturé, frappé à mort et jeté au cachot. Quant à la fille, elle a été libérée et autorisée de rentrer chez elle. Le soir venu, le commandant a envoyé ses soldats pour aller chercher la fille: il l'a violée toute la nuit jusqu'au matin, alors que le père de la pauvre fille était continuellement battu au cachot. Cette semaine, le fameux commandant a été muté à Ciherano!

ANNEXE 4: APPEL A LA SOLIDARITE EN FAVEUR DES POPULATIONS SINISTREES DE WALUNGU

APPEL A LA SOLIDARITE EN FAVEUR DES POPULATIONS SINISTRE DE WALUNGU

Message aux hommes épris de paix et de bonne volonté

Comme vous le savez très bien, les affrontements entre le Mudundu 40 et le RCD/Goma qui ont eu lieu à BUKAVU DU 6 au 7 avril 2003 se sont poursuivis dans le territoire de Walungu provoquant une calamité sans nom au sein des populations civiles.

C'est la population paysanne du territoire de Walungu qui paye les frais de ces expéditions militaires. On enregistre aujourd'hui plusieurs cas de violation des droits de l'homme ; notamment les atteintes à l'intégrité physique des personnes à travers les tueries, les viols des femmes et des filles, le pillage systématique des biens ménagers, des bétails et produits vivriers, les incendies des maisons, les destructions des infrastructures économiques, scolaires et sanitaires 5 Boutiques, Ecoles et centres de Santé), les enlèvements, etc.

Plusieurs familles demeurent dispersées et souffrent d'un manque de tout ce qui leur est nécessaire pour la survie, à savoir les habits, les couvertures, la nourriture et nombreuses d'entre elles passent la nuit dans des conditions les plus humaines. Des nombreux enfants sont malades et fortement traumatisés.

Cette situation catastrophique que traverse la population du territoire de Walungu, en particulier celle des groupements de Burhale, Ikoma, Izege, Mushinga, Lubona, Tubimbi., mérite une attention particulière aussi bien de la communauté nationale qu'internationale.

Nous lançons un S.O.S. pur que nous menions des actions de solidarité afin de venir en aide aux populations sinistrées. C'est dans ce cadre qu'un comité de crise a été mis en place ce mercredi, 30 avril 2003 par les organisations de la société civile intervenant dans ce territoire martyre et qui a été chargé de coordonner les actions humanitaires locales à mener en faveur de la population du territoire de Walungu.

Votre soutien de quelque nature que ce soit (habits , nourritures , gobelets , assiettes , couvertures , bidons , médicaments , objets scolaires .) en faveur de ces frères et sœurs en difficulté est le bienvenu. La population de Bukavu n'est pas à sa première expérience quant à ce genre d'action si l'on doit se rappeler la manière très généreuse dont elle s'était mobilisée au profit des sinistrés de Goma lors de l'éruption volcanique de janvier 2002.

Nous saluons la bienveillance et la grandeur de cœur de tous ceux qui ont déjà offert quelque chose en faveur de cette population .

Groupe JEREMIE

VIII. LES SOURCES

Sources locales

Le dimanche 6 avril, ça tirs à Bukavu.

Ça tris à Bukavu (suite), 6 avril 2003.

Tirs à l'arme lourde et légères à Bukavu, 6 avril 2003.

Alerte à Bukavu, 7 avril 2003.

Débarquement massif de l'APR à Bukavu, 7 avril 2003.

Bukavu pratiquement scindé en deux, 7 avril 2003.

Situation à Bukavu, témoignage reçu ce mardi 8 avril 2003.

Situation confuse dans la ville de Bukavu et environs, 8 avril 2003.

Nouveaux massacre à Walungu, 14 avril 2003.

Evènement tragique au Sud-Kivu, 21 avril 2003.

ADEPROSA/Kabare, *Pillages et exactions sur les populations civiles du Sud-Kivu*, 11 avril 2003.

BALANCE, *Des affrontements entre le M40 et le RCD dans le territoire de Walungu au Sud-Kivu cachent encore de graves violations des droits de l'homme perpétrés*, 18 avril 2003.

Forces vives du Sud-Kivu, Communauté Banyamulenge : *Sud-Kivu : Guerre fratricide sur modèle de l'Ituri*, 11 avril 2003.

François Xavier MAROY, Vicaire général de l'archidiocèse de Bukavu, *Pourquoi cette atteinte grave à notre constitution de transition*, 07 Avril 03.

HERITIERS DE LA JUSTICE :

Après les affrontements du 06 avril 2003, Bukavu c'est le viol, le pillage et les arrestations arbitraires, 10 avril 2003.

Mystères et révélations sur l'attaque de la ville de Bukavu par les forces de M40 le dimanche 06/04/2003 : Vaut-il la peine de s'accrocher aux alliés rwandais ? 12 avril 2003.

Après la poursuite des Mudundu 40 : le RCD ouvre des fronts sur plusieurs territoires du Sud-Kivu, 15 mai 2003

GROUPE JEREMIE, *Nouveaux massacres à Walungu dans le Sud-Kivu*, 16 avril 2003.

MESEP, *Walungu après les Mudundu 40* : Etats de lieux, 30 avril 2003.

RODHECIC, INFO DH :

N°35/RDC/RODHECIC/2003: *Le RCD/APR se prépare à prendre d'assaut l'Ituri*, 17 mars 2003.

N°36/RDC/RODHECIC/2003 : *Arrivée massive des troupes rwandaises et burundaises*, 19 mars 2003.

N°38/RDC/RODHECIC/2003 : *Le feu se rallume aussi au Nord-Kivu*.19 avril 2003.

Sima-Kivu, *communiqué de presse suite aux récents massacres au Sud-Kivu*, 17 avril 2003.

SOS DHC, *Rapport de la tournée territoriale de Bukavu / Sud-Kivu et de Goma /Nord-Kivu.*, Uvira, 17Avril 2003.

NOTES:

1. Voir aussi affrontement entre le Rwanda et l'Ouganda à Kisangani.
2. Lire Enock SEBINAZA RUBERANGABO, Sud-Kivu : Guerre Fratricide sur modèle de l'Ituri, Prétoria 11/4/03: «*Aujourd'hui, d'importants éléments de l'Armée rwandaise sont régulièrement versés dans les bataillons du Rcd pour encadrer et rééditer des offensives en directions des zones contrôlées par le Cdt Masunzu et les Mayi-Mayi...*»
3. Jean Migabo Kalere, *Génocide au Congo ? Analyse des massacres de populations civiles au Congo*, édition Broederlijk Delen, Bruxelles, janvier 2002,,216 pages.
4. Selon Graven, V-J , dans son ouvrage *Le Crime contre l'humanité*, cité par PARQUE, V. et REYNTJENS,F. " *Crime contre l'humanité dans l'ex-Zaïre : une réalité ?* ", in *Afrique des Grands Lacs*.
5. Glaser, S. *Droit international pénal conventionnel*, E. Bruylant, vol. I, 1970, p.107, 112.